

**Comité du Conseil de sécurité faisant suite
aux résolutions [1267 \(1999\)](#), [1989 \(2011\)](#) et [2253 \(2015\)](#)
concernant l’EIIL (Daech), Al-Qaida et les personnes,
groupes, entreprises et entités qui lui sont associées**

Directives régissant la conduite des travaux du Comité

Adoptées le 7 novembre 2002, modifiées les 10 avril 2003, 21 décembre 2005, 29 novembre 2006, 12 février 2007, 9 décembre 2008, 22 juillet 2010, 26 janvier 2011, 30 novembre 2011, 15 avril 2013, 23 décembre 2016 et 5 septembre 2018

1. Comité des sanctions contre l’EIIL (Daech) et Al-Qaida

a) Le Comité du Conseil de sécurité créé en application du paragraphe 6 de la résolution [1267 \(1999\)](#) du 15 octobre 1999, modifié par les résolutions [1989 \(2011\)](#) et [2253 \(2015\)](#), est connu sous le nom de Comité des sanctions contre l’EIIL (Daech) et Al-Qaida. Ses fonctions ont été modifiées par les résolutions [1390 \(2002\)](#) du 16 janvier 2002, [1526 \(2004\)](#) du 30 janvier 2004, [1617 \(2005\)](#) du 29 juillet 2005, [1730 \(2006\)](#) du 19 décembre 2006, [1735 \(2006\)](#) du 22 décembre 2006, [1822 \(2008\)](#) du 30 juin 2008, [1904 \(2009\)](#) du 17 décembre 2009, [1989 \(2011\)](#) du 17 juin 2011, [2083 \(2012\)](#) du 17 décembre 2012, [2161 \(2014\)](#) du 17 juin 2014, [2253 \(2015\)](#) du 17 décembre 2015 et [2368 \(2017\)](#) du 20 juillet 2017. Pour les besoins des présentes directives, le Comité des sanctions contre l’EIIL (Daech) et Al-Qaida est ci-après dénommé le « Comité ».

b) Le Comité est un organe subsidiaire du Conseil de sécurité et se compose de tous les membres de ce dernier.

c) Le Président du Comité est nommé par le Conseil de sécurité et exerce ses fonctions à titre personnel. Il est assisté de deux délégations, également désignées par le Conseil de sécurité, qui assurent la vice-présidence.

d) Le Président dirige les séances du Comité. Lorsqu’il n’est pas en mesure de présider une séance, il charge l’un des vice-présidents ou un autre représentant de sa mission permanente d’agir en son nom.

e) Le secrétariat du Comité est assuré par le Secrétariat de l’Organisation des Nations Unies.

2. Mandat du Comité

Sur la base des mesures imposées au titre de l’alinéa b) du paragraphe 4 de la résolution [1267 \(1999\)](#), de l’alinéa c) du paragraphe 8 de la résolution [1333 \(2000\)](#), des paragraphes 1 et 2 de la résolution [1390 \(2002\)](#), et des paragraphes 1 et 4 de la résolution [1989 \(2011\)](#), et réaffirmées au paragraphe 1 des résolutions [1526 \(2004\)](#), [1617 \(2005\)](#), [1735 \(2006\)](#), [1822 \(2008\)](#), [1904 \(2009\)](#), [2083 \(2012\)](#) et [2161 \(2014\)](#), au paragraphe 2 de la résolution [2253 \(2015\)](#) et au paragraphe 1 de la résolution [2368 \(2017\)](#), le Comité doit s’acquitter des tâches prescrites par les résolutions susmentionnées et rendre compte de ses travaux au Conseil en lui présentant ses observations et recommandations.

3. Séances du Comité

a) Les séances du Comité, qu'elles soient officielles ou officieuses, sont convoquées chaque fois que son président l'estime nécessaire ou à la demande de l'un de ses membres. Dans la mesure du possible, un préavis de quatre jours ouvrables est donné pour chaque séance ; il peut être plus court dans les situations urgentes.

b) Le Comité se réunit à huis clos à moins qu'il n'en décide autrement. Il peut inviter à participer à l'examen de toute question dont il est saisi tout Membre de l'Organisation des Nations Unies dont les intérêts sont particulièrement touchés. Le Comité peut envisager de rencontrer le représentant d'un État Membre ou d'une organisation internationale concernée qui en fait la demande, selon les modalités décrites au paragraphe e) de la section 14 des présentes directives. Il peut inviter des membres du Secrétariat ou toute autre personne à lui fournir des compétences spécialisées ou l'information voulue, ou à lui apporter leur concours dans l'examen de questions relevant de ses attributions.

c) Lorsqu'une séance officieuse portant sur une question potentiellement sensible est convoquée, le Président assure la liaison avec les membres du Comité concernés avant la séance.

d) Le Comité peut inviter les membres de l'Équipe de surveillance créée en application des paragraphes 6 et 7 de la résolution 1526 (2004) ou le Médiateur du Comité 1267 à assister à ses séances selon qu'il convient.

e) Lorsque le Comité examine une demande de radiation présentée par le Médiateur, celui-ci, assisté de l'Équipe de surveillance, est invité par le Président, si besoin est, à présenter en personne son rapport d'ensemble et à répondre aux questions des membres du Comité concernant la demande examinée.

f) Les réunions et consultations du Comité sont annoncées dans le *Journal des Nations Unies*.

4. Prise de décisions

a) Le Comité prend ses décisions par consensus. Si ses membres ne parviennent pas à un accord sur une question donnée, y compris une demande d'inscription ou de radiation, le Président mène de nouvelles consultations propres à favoriser le consensus. Si, à l'issue de ces consultations, aucun consensus ne se dégage, la question peut être soumise au Conseil de sécurité par le membre concerné. Les dispositions du présent paragraphe sont sans préjudice des dispositions particulières prévues aux paragraphes 62 et 69 de la résolution 2368 (2017).

b) Les décisions sont prises selon une procédure écrite. Dans ce cas, le Président soumet le projet de décision à tous les membres du Comité et leur demande de lui faire part de leurs objections éventuelles dans un délai de cinq jours ouvrables entiers, sauf si les présentes directives ou une résolution applicable en disposent autrement, ou, en cas d'urgence, dans un délai plus court qu'il aura fixé.

c) Les demandes d'inscription et de radiation qui sont jugées pertinentes par le Président, ainsi que toutes les informations fournies en application des dispositions des présentes directives, sont examinées conformément aux paragraphes n) de la section 6 et f) de la section 7, respectivement. Si aucune objection n'est reçue à l'expiration du délai fixé, la décision est réputée adoptée.

d) Les communications soumises au Comité en application du paragraphe 1 de la résolution 1452 (2002) sont examinées conformément à la procédure fixée par

ladite résolution telle que modifiée par les résolutions [1735 \(2006\)](#), [2083 \(2012\)](#), [2161 \(2014\)](#), [2253 \(2015\)](#) et [2368 \(2017\)](#).

e) Sous réserve des dispositions énoncées aux paragraphes j) et k) de la présente section et si aucune objection n'est formulée à l'expiration du délai prévu au paragraphe b), un membre du Comité peut demander un délai supplémentaire pour examiner un projet de décision en déclarant une mise en attente. Tant que le report de l'examen d'une question reste valable, la décision concernant cette question est réputée « pendante ». Le Secrétariat informe le Comité dès qu'une décision devient pendante, inscrit la question sur la liste des points en suspens et informe l'État ou les États à l'origine de la demande ou, le cas échéant, le Médiateur ou le point focal, que le Comité reste saisi de la question. Tant qu'une question est inscrite sur la liste des points en suspens, tout membre du Comité a la possibilité de déclarer lui-même une mise en attente. Le Secrétariat informe le Comité dès qu'une question pendante fait l'objet d'une mise en attente.

f) Si un membre qui a déclaré une mise en attente a besoin d'informations complémentaires pour se prononcer, il peut demander au Comité de les solliciter auprès de l'État ou des États concernés.

g) Tout membre du Comité qui a mis une question en suspens rend compte trois mois plus tard des progrès accomplis en vue de son règlement.

h) Sous réserve des dispositions des paragraphes j) et k) ci-dessous, une question reste sur la liste des points en suspens jusqu'à ce que :

- i) Soit un membre du Comité qui a déclaré la mise en attente indique qu'il fait objection au projet de décision ;
- ii) Soit tous les membres du Comité qui ont déclaré la mise en attente la lèvent sans formuler d'objection concernant le projet de décision.

i) Si toutes les mises en attente concernant une question sont levées avant midi (heure des États de la côte Est des États-Unis) l'un quelconque des jours ouvrables entrant dans le délai fixé aux paragraphes j) et k) ci-dessous, le Secrétariat prend immédiatement les dispositions nécessaires, y compris en actualisant le jour même la Liste relative aux sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida, et informe l'État ou les États concernés et, le cas échéant, le Médiateur ou le point focal de la décision du Comité. Si toutes les mises en attente concernant une question sont levées après midi (heure des États de la côte Est des États-Unis) l'un quelconque des jours ouvrables entrant dans le délai fixé aux paragraphes j) et k) ci-dessous, le Secrétariat prend les dispositions nécessaires, y compris en actualisant dès le jour ouvrable suivant la Liste relative aux sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida, et informe l'État ou les États concernés et, le cas échéant, le Médiateur ou le point focal de la décision du Comité.

j) Le Comité veille à ce qu'aucune question ne reste pendante au-delà du délai prévu dans la résolution pertinente ou, dans le cas où la résolution ne prévoit pas de délai pour la prise de décisions, ne le reste pas plus de six mois à compter de la fin de la période initialement prévue pour la procédure d'approbation tacite. Au terme de la période pertinente, et sans préjudice des dispositions énoncées au paragraphe a) ci-dessus, tout projet de décision resté pendant est réputé approuvé, et le Secrétariat applique les mesures nécessaires avant la fin du jour ouvrable suivant.

k) Lorsqu'aucune résolution ne définit le délai dans lequel une décision doit être prise, et avant l'expiration de la période de six mois évoquée plus haut, tout membre du Comité qui a déclaré une mise en attente peut demander un délai supplémentaire pour examiner le projet de décision en raison de circonstances extraordinaires selon une procédure d'approbation tacite qui peut être raccourcie à la

demande dudit membre. Dans ce cas, le Comité peut prolonger la période d'examen de trois mois au maximum à compter de la fin de la période de six mois. Au terme de ce délai supplémentaire et si aucune objection n'est formulée, tout projet de décision resté pendant est réputé approuvé.

l) Le Secrétariat communique la liste des mises en attente au Comité tous les mois.

m) Une fois par mois, le Comité examine, si nécessaire, la liste des mises en attente/questions pendantes actualisée par le Secrétariat, y compris les derniers renseignements fournis par les membres du Comité.

n) La mise en attente de l'examen d'une question par un membre du Comité prend fin dès que ce membre ne siège plus au Comité. Les nouveaux membres sont informés de toutes les questions pendantes un mois avant de commencer à siéger au Comité.

5. Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida

a) Le Secrétariat met régulièrement à jour la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida lorsque le Comité décide d'y ajouter ou d'en supprimer certaines informations conformément aux modalités énoncées dans les présentes directives.

b) La Liste actualisée est publiée sur le site Web du Comité, ainsi que les résumés des motifs ayant présidé aux inscriptions sur la Liste, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, avant la fin du jour ouvrable suivant la décision de celui-ci portant approbation de sa modification. Dans le même temps, le Secrétariat actualise la Liste récapitulative relative aux sanctions. De même, toute modification qui est apportée à la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida est immédiatement signalée aux États Membres au moyen de notes verbales, transmises d'avance par voie électronique, et par l'intermédiaire de communiqués de presse de l'ONU.

c) Une fois que la Liste actualisée leur a été communiquée, les États Membres sont invités à la diffuser largement, notamment auprès des banques et autres institutions financières, des postes frontière, aéroports, ports maritimes, consulats, agents des douanes, services de renseignement, systèmes parallèles de transfert de fonds et organismes caritatifs.

6. Inscription sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida

a) Le Comité envisage l'inscription de nouveaux noms sur la base des demandes présentées par les États Membres, conformément au paragraphe 2 de la résolution [2368 \(2017\)](#).

b) Les États Membres sont encouragés à instituer une procédure ou un mécanisme national permettant de déterminer les noms des personnes qu'il conviendrait d'inscrire sur la Liste, d'évaluer la pertinence de la présentation d'une demande en ce sens, de nommer un interlocuteur pour déterminer les informations à faire figurer sur la Liste conformément aux lois et procédures nationales et de désigner un point focal national chargé d'assurer la liaison avec le Comité et l'Équipe de surveillance concernant les questions liées à la mise en œuvre des mesures prescrites au paragraphe 1 de la résolution [2368 \(2017\)](#) et à l'évaluation de la menace

que représentent l'EUIL, Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés.

c) Avant de proposer l'inscription d'un nom sur la Liste, les États Membres sont priés, dans la mesure du possible, de contacter l'État ou les États de résidence ou de nationalité, d'établissement ou de constitution de la personne ou de l'entité concernée pour obtenir des renseignements complémentaires.

d) Il est conseillé aux États de soumettre les noms dès qu'ils réunissent des éléments de preuve d'une association avec l'EUIL (Daech) et Al-Qaida. L'existence d'une inculpation ou d'une condamnation pénale n'est pas une condition préalable à l'inscription sur la Liste, les sanctions ayant un caractère préventif.

e) Le Comité examine les noms dont l'ajout est proposé sur la base du critère de l'« association », tel que défini aux paragraphes 2 et 4 de la résolution 2368 (2017).

f) Lorsqu'ils soumettent les noms d'un groupe, d'une entreprise ou d'une entité, les États sont encouragés, s'ils le jugent bon, à proposer l'inscription simultanée des noms des personnes responsables des décisions prises par le groupe, l'entreprise ou l'entité concerné(e).

g) Il convient que les États qui proposent d'ajouter un nom à la Liste utilisent les formulaires types d'inscription disponibles dans toutes les langues officielles sur le site Web du Comité¹, et qu'ils fournissent autant d'informations pertinentes et spécifiques que possible concernant le nom dont ils proposent l'inscription, en particulier des éléments suffisants pour permettre l'identification précise et formelle, par les autorités compétentes, de la personne, du groupe, de l'entreprise ou de l'entité concerné(e), ainsi que, dans la mesure du possible, les renseignements requis par INTERPOL pour publier une Notice spéciale, notamment :

i) Pour une personne : nom de famille ou patronyme, prénoms, autres noms pertinents, date de naissance, lieu de naissance, nationalité ou citoyenneté, sexe, pseudonymes, emploi ou profession, État(s) de résidence, numéro de passeport ou de document de voyage et de carte d'identité nationale, adresse(s) actuelle(s) et précédente(s), situation pénale actuelle (recherché, détenu ou condamné, par exemple), endroit où la personne se trouve, photographies et données biométriques (lorsqu'ils en disposent et dans le respect de leur droit interne) ;

ii) Pour un groupe, une entreprise ou une entité : nom, nom déposé, abréviation/sigle et autres noms sous lesquels il ou elle est ou était connu(e), adresse, siège, succursales et filiales, liens organisationnels, société mère, nature des activités commerciales ou autres, État(s) où l'activité principale est exercée, direction et administration, numéros d'enregistrement (constitution de société) et autres numéros d'identification, statut (liquidation, cessation d'exercice, par exemple) et adresses Internet.

L'Équipe de surveillance se tient prête à aider les États Membres à cet égard.

h) Lorsqu'un État Membre propose d'ajouter un nom à la Liste, il doit fournir un exposé détaillé des faits qui constituent la raison ou la justification de l'inscription, conformément aux résolutions pertinentes, notamment le paragraphe 51 de la résolution 2368 (2017). Cet exposé doit être aussi détaillé que possible quant à la raison ou aux raisons de l'inscription, et présenter notamment mais non exclusivement :

¹ https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/1267/aq_sanctions_list.

- 1) Des constatations précises démontrant que la personne ou l'entité remplit les critères d'inscription énoncés aux paragraphes 2 et 4 de la résolution [2368 \(2017\)](#) ;
- 2) Des renseignements détaillés sur tout lien avec une personne ou une entité figurant déjà sur la Liste ;
- 3) Des renseignements concernant tout autre acte ou activité entrepris par la personne ou l'entité ;
- 4) L'origine des pièces justificatives (services de renseignement, forces de maintien de l'ordre, autorités judiciaires, informations de source publique, aveux de l'intéressé, etc.) ;
- 5) Des renseignements ou des pièces justificatives complémentaires étayant la demande, ainsi que tout renseignement concernant les affaires et procédures judiciaires en cours. L'exposé des faits doit pouvoir être rendu public si la demande en est faite, sauf pour les éléments dont l'État ayant proposé l'inscription sur la Liste aura indiqué le caractère confidentiel au Comité, et doit pouvoir servir à l'établissement du résumé des motifs ayant présidé à l'inscription décrit à la section 9 ci-après.
 - i) Les États Membres doivent préciser si le Comité, ou le Secrétariat agissant en son nom, ou encore le Médiateur, ne peut révéler leur statut d'État auteur de la demande d'inscription.
 - j) Les États Membres souhaitant être considérés comme étant conjointement à l'origine d'une demande d'inscription doivent en informer le Président par écrit au moment de la soumission de la demande et avant que celle-ci n'ait été diffusée pour examen aux membres du Comité.
 - k) Les États Membres qui veulent être considérés comme coauteurs d'une demande d'inscription doivent en informer le Comité par écrit avant que celui-ci n'ait statué sur ladite demande.
 - l) Les États Membres coauteurs de demandes d'inscription soumises au Comité avant l'adoption de la résolution [1989 \(2011\)](#) continueront d'être considérés comme étant à l'origine de la demande, notamment aux fins de l'application des paragraphes 69 et 71 de la résolution [2368 \(2017\)](#).
 - m) Les États coauteurs de demandes d'inscription soumises au Comité après l'adoption de la résolution [1989 \(2011\)](#) ne seront pas considérés comme étant à l'origine de la demande aux fins de l'application des paragraphes 69 et 71 de la résolution [2368 \(2017\)](#). Ils continueront d'être tenus informés, le cas échéant, dans le cadre de la révision de la Liste relative aux sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida effectuée par le Comité et décrite aux paragraphes 85 à 88 de la résolution [2368 \(2017\)](#).
 - n) Le Comité examine les demandes d'inscription dans un délai de 10 jours ouvrables entiers, qui peut être réduit si un État Membre en fait la demande, à la discrétion du Président, en cas d'urgence ou d'impératifs de temps. Lorsqu'une proposition d'inscription n'est pas approuvée avant l'échéance du délai de décision, le Comité, ou le Secrétariat en son nom, informe l'État ayant présenté la demande de l'état d'avancement de son examen. Le même jour, le Secrétariat informe les membres du Comité de toute déclaration de mise en attente ou de toute objection reçue avant 17 h 30. Les demandes de mise en attente ou les objections reçues après 17 h 30 sont communiquées aux membres du Comité avant la fin du jour ouvrable suivant. Si aucune objection n'est reçue avant l'expiration de la période prévue pour la procédure d'approbation tacite, la décision est réputée adoptée. Le Secrétariat prend toutes les

mesures nécessaires pour actualiser la Liste conformément au paragraphe b) de la section 5 ci-dessus.

o) Les membres du Comité et l'Équipe de surveillance sont invités à communiquer au Comité tout renseignement disponible concernant les demandes d'inscription afin de l'aider à prendre des décisions avisées, et à fournir des documents complémentaires pour les résumés des motifs ayant présidé à l'inscription sur la Liste.

p) Une demande d'inscription peut, à la demande d'un membre du Comité, être inscrite à l'ordre du jour de ce dernier aux fins d'un examen détaillé. S'il le juge nécessaire, le Comité peut demander des informations complémentaires à l'Équipe de surveillance ou à l'État ou aux États à l'origine de la demande d'inscription. Une fois la demande d'inscription examinée par le Comité, le Président la diffuse conformément à la procédure de décision écrite définie ci-dessus aux paragraphes b) de la section 4 et n) de la présente section.

q) Lorsqu'il ajoute un nom à la Liste, le Comité, avec le concours de l'Équipe de surveillance et en coordination avec l'État ou les États à l'origine de la demande d'inscription concerné(s), publie simultanément sur son site Web un résumé des motifs ayant présidé à l'inscription sur la Liste pour l'entrée ou les entrées correspondantes. Outre le résumé des motifs, le Secrétariat publie sur le site Web du Comité, au plus tôt après l'ajout du nom sur la Liste, tous les renseignements pertinents et disponibles pouvant être divulgués.

r) Dans les communications informant les États Membres de l'ajout de nouvelles entrées à la Liste, le Secrétariat inclut le résumé des motifs ayant présidé à l'inscription sur la Liste.

s) À moins que le Comité n'en décide autrement, le Secrétariat, dans un délai de trois jours ouvrables, demande à INTERPOL de publier, lorsque cela est possible, une Notice spéciale INTERPOL-Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies pour chaque nom ajouté à la Liste.

t) Dans les trois jours ouvrables suivant l'inscription d'un nom sur la Liste, le Comité invite le Secrétariat à communiquer par écrit la décision à la mission permanente du ou des pays dans lequel ou dans lesquels on est fondé à croire que la personne ou l'entité se trouve et, dans le cas d'une personne, à la mission permanente de son pays de nationalité (pour autant que cette information soit connue).

u) Le Secrétariat joint à cette communication le résumé des motifs ayant présidé à l'inscription sur la Liste, une description des effets de l'inscription tels qu'ils résultent des résolutions pertinentes, les modalités d'examen par le Comité des demandes de radiation de la Liste, y compris la possibilité de présenter des demandes de radiation au Bureau du Médiateur, conformément au paragraphe 60 et à l'annexe II de la résolution 2368 (2017), et les dispositions relatives aux dérogations possibles.

v) Le Secrétariat rappelle aux États Membres auxquels il adresse une telle communication qu'ils sont tenus de prendre toutes les mesures possibles, conformément à leurs lois et pratiques nationales, pour aviser ou informer au plus vite les personnes et entités nouvellement inscrites sur la Liste des mesures qui leur sont imposées et de toute information concernant les raisons de leur inscription disponible sur le site Web du Comité, ainsi que de tous les renseignements fournis par le Secrétariat dans ladite communication.

w) En outre, dans sa communication, le Secrétariat invite les États à fournir, conformément à leurs lois nationales, des renseignements détaillés concernant les mesures prises pour donner effet aux sanctions.

x) Après que le Secrétariat en a officiellement avisé la mission permanente de l'État ou des États concerné(s), le Médiateur informe les personnes ou entités de leur inscription sur la Liste, lorsque leur adresse est connue, et leur communique tout renseignement complémentaire, comme indiqué au paragraphe u) ci-dessus.

7. Radiation de la Liste relative aux sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida

Le Comité examine les demandes de radiation soumises par les États Membres ou par des requérants par l'intermédiaire du Bureau du Médiateur selon les modalités suivantes :

Demandes de radiation soumises par les États Membres

a) Les États Membres peuvent à tout moment soumettre au Comité des demandes de radiation de personnes, de groupes, d'entreprises ou d'entités inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida.

b) Avant de présenter une demande de radiation, les États Membres qui envisagent de le faire sont invités à tenir des consultations bilatérales avec l'État ou les États à l'origine de l'inscription ainsi qu'avec l'État ou les États de nationalité, de résidence ou de constitution, le cas échéant, des individus, groupes, entreprises et/ou entités concernés.

c) Les demandes de radiation doivent être soumises au moyen du formulaire type disponible dans toutes les langues officielles sur le site Web du Comité².

d) Le requérant doit expliquer dans la demande de radiation pourquoi la personne ou l'entité concernée ne répond plus aux critères définis aux paragraphes 2 et 4 de la résolution 2368 (2017). Les États Membres qui soumettent une demande de radiation sont vivement encouragés à fournir des documents officiels à l'appui de leur demande ou, le cas échéant, à les y joindre en expliquant la pertinence.

e) Le Président, avec le concours du Secrétariat, facilite les contacts entre l'État demandant la radiation et l'État ou les États à l'origine de l'inscription, ainsi qu'avec l'État ou les États de nationalité, de résidence ou de constitution, le cas échéant. Il diffuse la demande, accompagnée selon qu'il convient des renseignements complémentaires fournis par l'Équipe de surveillance, suivant une procédure écrite d'approbation tacite.

f) Le Comité se prononce sur les demandes de radiation dans un délai de 10 jours ouvrables entiers, qui peut être ramené à un minimum de deux jours ouvrables entiers, à la demande d'un État Membre, dans des circonstances exceptionnelles, dans le cas de radiations urgentes et soumises à des impératifs de temps, à la discrétion du Président, qui en aura préalablement informé les membres du Comité. Le même jour, le Secrétariat informe les membres du Comité de toute déclaration de mise en attente ou de toute objection reçue avant 17 h 30. Les déclarations de mise en attente ou les objections reçues après 17 h 30 sont communiquées aux membres du Comité le jour ouvrable suivant. Si aucune objection n'est reçue avant l'expiration de la période prévue pour la procédure d'approbation tacite, la décision est réputée adoptée. Le Secrétariat prend toutes les mesures nécessaires pour actualiser la Liste conformément au paragraphe b) de la section 5 ci-dessus.

² https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/1267/aq_sanctions_list.

g) Le Comité tient dûment compte, lorsqu'il examine les demandes de radiation, de l'avis de l'État ou des États à l'origine des inscriptions et de l'État ou des États de résidence, de nationalité ou de constitution.

h) Au terme de cette période d'examen, le Secrétariat informe les membres du Comité de toute objection qu'il a reçue.

i) Les membres du Comité qui s'opposent à une demande de radiation en indiqueront les raisons, ainsi que le prévoit le paragraphe 77 de la résolution 2368 (2017). Le Comité fera connaître ses raisons aux États Membres et aux organes nationaux ou régionaux concernés, selon qu'il conviendra.

j) Si aucune objection à la demande de radiation n'a été reçue, la demande est approuvée et la Liste est actualisée en conséquence.

k) Le Secrétariat, dès que possible et au plus tard dans les trois jours ouvrables suivant la radiation d'un nom, notifie la mission permanente du ou des pays où l'individu ou l'entité est réputé(e) se trouver, et, dans le cas d'un individu, de son pays de nationalité (pour autant que l'information soit connue).

l) Il est rappelé aux États qui reçoivent cette notification qu'ils sont tenus de prendre, conformément à leurs lois et pratiques nationales, les mesures nécessaires pour aviser ou informer au plus vite de sa radiation la personne ou l'entité concernée.

m) Le Secrétariat demande, dès que possible et dans les trois jours ouvrables au plus tard, à INTERPOL d'annuler la Notice spéciale INTERPOL-Conseil de sécurité émise pour le nom en question, et de lui confirmer cette annulation lorsqu'elle aura pris effet.

n) En cas de rejet d'une demande de radiation présentée par un État Membre, le Secrétariat, dès que possible et au plus tard dans les trois jours ouvrables suivant la décision du Comité, avise la mission permanente de l'État ayant présenté la demande, sauf si ledit État est membre du Comité et est donc déjà au courant.

o) Cette notification comprend la décision du Comité, un résumé actualisé des motifs ayant présidé à l'inscription et, le cas échéant, toute autre information pouvant être divulguée concernant la décision du Comité ainsi que les autres renseignements pertinents décrits au paragraphe n) de la section 6 ci-dessus.

p) Le Secrétariat rappelle aux États destinataires d'une telle notification qu'ils sont tenus de prendre des mesures, conformément à leurs lois et pratiques nationales, pour aviser ou informer au plus vite la personne ou l'entité concernée de la décision prise ainsi que de tous les renseignements fournis par le Secrétariat dans la notification.

Demandes de radiation soumises par les États à l'origine de l'inscription

q) Les États à l'origine d'une inscription qui présentent une demande de radiation en application du paragraphe 69 de la résolution 2368 (2017) doivent confirmer par écrit, en même temps qu'ils soumettent au Comité la demande de radiation, que celle-ci fait l'objet d'un consensus entre tous les États qui sont à l'origine de l'inscription, lorsqu'il y en a plusieurs. Il est rappelé que les coauteurs d'une demande d'inscription présentée après l'adoption de la résolution 1989 (2011) ne sont pas considérés comme étant à l'origine de l'inscription aux fins de l'application des paragraphes 26 et 27 de la résolution 2083 (2012).

r) Le Président diffuse la demande de radiation dans un délai de 10 jours ouvrables au titre de la procédure d'approbation tacite.

s) Immédiatement après l'expiration de l'échéance de 10 jours fixée au titre de la procédure d'approbation tacite, le Secrétariat informe les membres du Comité de toute objection qui a pu lui être présentée. Si aucune objection n'est reçue au terme du délai prévu pour la procédure d'approbation tacite, la décision est réputée adoptée. Le Secrétariat prend toutes les mesures nécessaires pour actualiser la Liste avant la fin du jour ouvrable suivant et informe l'État ou les États concernés de la décision du Comité.

t) Si un ou plusieurs membres du Comité font consigner une objection à la demande de radiation d'un État à l'origine de l'inscription au terme de la procédure d'approbation tacite, la radiation, conformément au paragraphe 69 de la résolution [2368 \(2017\)](#), prend effet 60 jours après la diffusion de la demande de radiation par le Président, sauf si :

i) Tous les membres du Comité s'opposent par écrit à la demande de radiation avant la fin de cette période de 60 jours ; ou que

ii) Un ou plusieurs membres du Comité demande au Président, avant la fin de cette période de 60 jours, de soumettre au Conseil de sécurité la demande de radiation présentée par un État à l'origine de l'inscription, pour qu'il se prononce.

u) Le Comité peut, par consensus et au cas par cas, raccourcir la période de 60 jours susmentionnée.

v) Dans l'éventualité d'une telle demande, l'obligation faite aux États de prendre les sanctions imposées continue de leur incomber pendant la durée de la période de 60 jours à l'égard de la personne, du groupe, de l'entreprise ou de l'entité concernée, jusqu'à ce que la question soit tranchée par le Conseil conformément aux dispositions du paragraphe 62 de la résolution [2368 \(2017\)](#).

w) Les membres du Comité qui s'opposent à une demande de radiation doivent en indiquer les raisons, ainsi qu'en dispose le paragraphe 77 de la résolution [2368 \(2017\)](#). Le Comité est invité à faire connaître ces raisons aux États Membres et aux organes nationaux et régionaux concernés, selon qu'il conviendra.

x) Lorsque le Comité a tranché, le Secrétariat prend les mesures appropriées visées aux paragraphes k) à p) ci-dessus.

Demandes de radiation soumises par l'intermédiaire du Bureau du Médiateur

y) Tout requérant (personne, groupe, entreprise ou entité inscrit(e) sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida, ou son représentant ou successeur légal) qui souhaite présenter une demande de radiation peut soit s'adresser directement au Bureau du Médiateur, selon les modalités définies ci-dessous et dans l'annexe aux présentes directives, soit par l'intermédiaire de son État de résidence ou de nationalité ou de l'État de constitution de l'entité, selon les modalités définies aux paragraphes a) à p) et q) à x) de la présente section, selon qu'il convient.

z) Conformément aux dispositions du paragraphe 60 et de l'annexe II de la résolution [2368 \(2017\)](#), le Bureau du Médiateur reçoit les demandes de radiation présentées par un requérant ou en son nom selon les modalités définies à l'annexe II de ladite résolution (reproduite dans l'annexe aux présentes directives).

aa) Les États Membres sont instamment priés de communiquer toute information utile au Médiateur, y compris, s'il y a lieu, des informations confidentielles, et sont engagés à le faire sans délai. Ils peuvent mettre en place des dispositifs de collaboration avec le Bureau du Médiateur pour faciliter l'échange d'informations confidentielles. Le Médiateur doit respecter toute restriction en

matière de confidentialité attachée à ces informations. Au paragraphe 8 de l'annexe II de sa résolution [2368 \(2017\)](#), le Conseil de sécurité demande au Médiateur de communiquer au Comité, à la fin de la période de concertation avec le requérant, un rapport d'ensemble sur les demandes de radiation qu'il a reçues. Le Secrétariat mettra ce rapport à la disposition des membres du Comité rapidement après l'avoir reçu et prendra les dispositions nécessaires pour le faire traduire dans toutes les langues officielles.

bb) Une fois le rapport traduit dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétariat en communique la traduction à tous les membres du Comité et informe le Médiateur en conséquence.

cc) Lorsque le Comité a eu 15 jours civils pour examiner le rapport d'ensemble dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, et dans un délai de 30 jours civils au maximum, son président inscrit la demande de radiation à son ordre du jour.

dd) Lorsque le Comité examine la demande de radiation, le Président invite le Médiateur à présenter lui-même le rapport d'ensemble, au besoin avec le concours de l'Équipe de surveillance, et à répondre aux questions posées par les membres du Comité au sujet de la demande.

ee) Le Comité achève l'examen du rapport d'ensemble dans un délai de 30 jours civils au maximum à compter de la date à laquelle il en est saisi dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

ff) Lorsque le Médiateur recommande dans son rapport d'ensemble de maintenir une inscription sur la Liste, le Comité achève son examen dudit rapport et avise le Médiateur du maintien de l'inscription sur la Liste. Le droit de chaque membre du Comité de soumettre une demande de radiation comme indiqué au paragraphe a) ci-dessus n'est pas affecté.

gg) Lorsque le Médiateur recommande dans son rapport d'ensemble la radiation d'un nom, le Président, une fois que ledit rapport a été présenté par le Médiateur, diffuse la demande de radiation dans un délai de 10 jours ouvrables au titre de la procédure d'approbation tacite.

hh) Immédiatement après l'expiration de l'échéance de 10 jours au titre de la procédure d'approbation tacite, le Secrétariat informe les membres du Comité de toute objection qui a pu lui être présentée. Si aucune objection n'est reçue au terme du délai prévu pour la procédure d'approbation tacite, la décision est réputée adoptée. Le Secrétariat prend toutes les mesures nécessaires pour actualiser la Liste relative aux sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida le jour-même, et informe l'État ou les États concerné(s) de la décision du Comité. Le Président informe le Médiateur en conséquence.

ii) Si un ou plusieurs membres du Comité font consigner une objection à la proposition de radiation au terme du délai de 10 jours ouvrables prévu au titre de la procédure d'approbation tacite, la radiation, en application du paragraphe 62 de la résolution [2368 \(2017\)](#), prend effet 60 jours après la diffusion de la demande de radiation par le Président, sauf à ce que :

i) Tous les Membres du Comité s'opposent par écrit à la proposition de radiation avant la fin de cette période de 60 jours ; ou que

ii) Un ou plusieurs membres du Comité demandent au Président, avant la fin de cette période de 60 jours, de soumettre au Conseil de sécurité la recommandation en faveur de la radiation, pour qu'il se prononce.

jj) Le Comité peut, par consensus et au cas par cas, raccourcir la période de 60 jours susmentionnée.

kk) Dans l'éventualité d'une telle demande, l'obligation faite aux États de prendre les mesures énoncées au paragraphe 1 de la résolution 2368 (2017) continue de leur incomber pendant la durée de la période de 60 jours à l'égard de la personne, du groupe, de l'entreprise ou de l'entité concerné(e) jusqu'à ce que la question soit tranchée par le Conseil de sécurité, conformément aux dispositions du paragraphe 62 de ladite résolution.

ll) Si le Comité décide de rejeter une demande de radiation, il communique sa décision au requérant par l'intermédiaire du Médiateur ou de l'État ou des États concerné(s), conformément aux procédures décrites respectivement à l'annexe II de la résolution 2368 (2017) et au paragraphe n) de la présente section, ainsi qu'un résumé des motifs de sa décision.

mm) Lorsque le Comité a pris sa décision, le Secrétariat prend les mesures appropriées visées aux paragraphes k) à p) ci-dessus.

Radiation de personnes décédées et d'entités ayant cessé d'exister

nn) Lorsqu'une personne est décédée ou qu'une entité a cessé d'exister, la demande de radiation doit être soumise soit directement au Comité par un État, soit au Bureau du Médiateur par l'ayant droit du défunt, accompagnée d'un document officiel certifiant le décès.

oo) La demande de radiation doit comprendre un document officiel attestant le décès de la personne ou la dissolution de l'entité. Toute communication officielle d'un État déclarant décédée une personne inscrite sur la Liste est considérée par le Comité comme satisfaisant le critère relatif aux « informations crédibles concernant le décès » visé à l'alinéa b) du paragraphe 86 de la résolution 2368 (2017), sans préjudice de la décision finale du Comité quant à la radiation du nom de la Liste.

pp) Pour les personnes décédées, la communication officielle, par exemple le document attestant le décès, doit inclure, dans la mesure du possible, le nom complet, le numéro de référence permanent, la date de naissance et la date et le lieu du décès de la personne, ainsi que tout renseignement complémentaire sur les circonstances du décès. Pour les entités ayant cessé d'exister, les documents doivent inclure, dans la mesure du possible, le nom, le numéro de référence permanent, le lieu d'établissement, la date de dissolution de l'entité ou son statut/enregistrement actuel, l'état des avoirs éventuels, ainsi que tout renseignement complémentaire sur les circonstances de la dissolution.

qq) L'État qui présente la demande ou le requérant doivent également vérifier si un ayant droit ou un copropriétaire des avoirs du défunt est également inscrit sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida, en informer le Comité et, dans la mesure du possible, informer également ce dernier des noms de toutes personnes ou entités qui seraient en mesure de recevoir tous avoirs débloqués appartenant à une personne décédée ou à une entité qui a cessé d'exister, afin d'empêcher que ces avoirs soient utilisés à des fins terroristes.

rr) Dans le cas où la personne décédée ou l'entité ayant cessé d'exister ne possédait aucuns avoirs gelés, le Comité accepte comme preuve suffisante pour sa radiation une communication officielle de l'État ou des États de nationalité et de résidence de la personne, ou l'État de constitution ou d'établissement de l'entité, déclarant la situation financière de la personne ou de l'entité en question, sans préjudice de sa décision finale.

ss) Lorsque le Comité a pris une décision, le Secrétariat prend les mesures appropriées visées aux paragraphes k) à p) ci-dessus.

8. Mise à jour des informations figurant sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida

a) Le Comité examine sans délai, et selon les procédures énoncées ci-après, toutes informations fournies par des États Membres, des organisations régionales ou internationales ou l'Équipe de surveillance, en particulier les renseignements et autres informations supplémentaires facilitant l'identification, accompagnés de pièces justificatives, notamment un état actualisé des activités des personnes, groupes, entités et entreprises inscrits sur la Liste, et des informations actualisées sur les déplacements, l'incarcération ou le décès éventuels des personnes inscrites sur la Liste et sur tous autres faits nouveaux importants, ainsi que toutes décisions et procédures judiciaires pertinentes, dès que ces informations sont disponibles, et décide quelles informations pourraient préciser celles qui figurent déjà sur la Liste.

b) Le Comité examine toutes les informations complémentaires que lui soumettent des États Membres, des organisations régionales ou internationales ou l'Équipe de surveillance concernant des personnes ou des entités inscrites sur la Liste. Lui-même, ou l'Équipe de surveillance, peut prendre contact avec l'État ou les États qui a ou ont initialement proposé l'inscription et le(s) consulter pour déterminer la pertinence des informations complémentaires qu'il a reçues. Il peut aussi encourager les États Membres ou les organisations régionales ou internationales qui fournissent ces informations à consulter l'État ou les États concernés. Sous réserve de l'accord de cet État ou de ces États, le Secrétariat facilite l'établissement des contacts nécessaires.

c) L'Équipe de surveillance, selon qu'il convient, examine sans exception toutes les informations reçues par le Comité afin de les clarifier ou de les confirmer. À cet effet, elle utilise toutes les sources d'information dont elle dispose, y compris d'autres que celles indiquées par l'État ou les États qui a ou ont initialement proposé l'inscription.

d) L'Équipe de surveillance fait ensuite savoir au Comité, dans un délai de quatre semaines, si ces informations peuvent être incluses dans la Liste, ou si elle recommande d'obtenir des précisions pour s'assurer qu'elles peuvent l'être. Le Comité décide s'il faut obtenir de telles précisions et de quelle manière, et peut de nouveau faire appel aux compétences de l'Équipe de surveillance.

e) L'Équipe de surveillance peut également soumettre au Comité toutes informations sur des personnes ou entités inscrites sur la Liste qu'elle a obtenues auprès de sources officielles publiques, ou avec le concours d'organismes des Nations Unies, avec leur accord. Dans ce cas, l'Équipe de surveillance identifie la source de chaque élément d'information nouveau avant de le soumettre à l'examen du Comité.

f) Lorsque le Comité décide d'ajouter de nouvelles informations à la Liste, son président en informe l'État Membre ou l'organisation régionale ou internationale dont elles émanent.

g) L'Équipe de surveillance conserve dans une base de données que le Comité et elle-même utilisent dans l'exercice de leurs mandats respectifs toutes les informations pertinentes fournies au Comité qui n'ont pas été intégrées dans la Liste ou dans le résumé des motifs ayant présidé à l'inscription sur celle-ci. Si la demande lui en est faite, le Comité communique ces informations complémentaires aux États Membres dont des ressortissants, des résidents ou des entités sont inscrits sur la Liste, pour autant qu'elles puissent être divulguées ou que l'entité dont elles émanent ait

consenti à leur divulgation. Il peut également faire appel à l'Équipe de surveillance afin que celle-ci l'aide à transmettre des informations complémentaires aux États qui en ont fait la demande. Il peut décider, au cas par cas, de divulguer ces informations à d'autres parties avec le consentement préalable de l'entité dont elles émanent.

h) L'Équipe de surveillance présente au Comité un bilan annuel des renseignements figurant dans les Notices spéciales, y compris les données biométriques. Le Comité tient les États et INTERPOL informés des conclusions de ce bilan annuel.

9. Résumé des motifs ayant présidé à l'inscription sur la Liste

a) Le Comité, avec le concours de l'Équipe de surveillance et en coordination avec l'État ou les États concernés à l'origine de l'inscription, continue de publier sur son site Web les résumés des motifs ayant présidé à l'inscription sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida pour toutes les entrées y figurant.

b) Lorsqu'il est proposé d'ajouter un nom à la Liste, l'Équipe de surveillance, en coordination avec l'État ou les États concerné(s) à l'origine de l'inscription, établit immédiatement un projet de résumé des motifs soumis à l'examen du Comité, qui est diffusé avec la demande d'inscription correspondante. Le résumé des motifs est publié sur le site Web du Comité le jour même de l'inscription du nom concerné sur la Liste.

c) Les projets de résumé des motifs sont fondés sur les renseignements fournis par l'État ou les États à l'origine de l'inscription, les membres du Comité ou l'Équipe de surveillance, notamment l'exposé des faits, le formulaire type d'inscription, toute autre information officielle fournie au Comité ou tout autre renseignement pertinent émanant de sources officielles.

d) Le résumé des motifs comprend : la date de l'inscription sur la Liste ; les motifs étayant la demande d'inscription conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, à savoir des éléments précis démontrant que la personne ou l'entité remplit les critères justifiant l'inscription énoncés dans les résolutions pertinentes ; des renseignements concernant les menées et activités de la personne ou de l'entité indiquant qu'elles sont associées à l'EIIL (Daech) et Al-Qaida, conformément aux paragraphes 2 et 4 de la résolution 2368 (2017) ; les noms et les numéros de référence permanents d'autres entrées de la Liste associées à la partie inscrite ; toutes autres informations à propos disponibles à la date de l'inscription ou après cette date, comme les décisions et procédures judiciaires pertinentes, telles que fournies par l'État ou les États à l'origine de la demande d'inscription ou d'autres États Membres concernés ; la date de première publication et la ou les date(s) de modification et de mise à jour du résumé des motifs figurant sur le site Web du Comité.

e) Si le Comité décide d'approuver une demande de radiation, le Secrétariat retire du site Web du Comité le résumé des motifs correspondant avant la fin du jour ouvrable suivant. Si le Comité décide de rejeter une demande de radiation, l'Équipe de surveillance établit un projet actualisé de résumé des motifs aux fins de son examen par le Comité, indiquant la date de la décision du Comité de rejeter la demande de radiation ainsi que tout nouveau renseignement pertinent pouvant être divulgué fourni au Comité durant son examen de la demande.

f) Lorsqu'il examine une entrée de la Liste en application des paragraphes 85 à 88 de la résolution 2368 (2017), le Comité examine également le résumé des motifs correspondant. Une fois l'examen achevé, l'Équipe de surveillance établit, aux fins de son examen par le Comité, un projet actualisé de résumé des motifs indiquant la

date de l'examen par le Comité et tout nouveau renseignement pertinent pouvant être divulgué fourni au Comité durant son examen de la demande.

g) Le Comité peut à tout moment envisager d'actualiser des résumés des motifs à la lumière de renseignements nouveaux, de propositions de changements ou d'ajouts et d'informations relatives à toutes décisions ou procédures judiciaires pertinentes présentées par les membres du Comité, l'Équipe de surveillance, des États Membres ou les organisations internationales concernées.

10. Révision de la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida

a) Avec le concours de l'Équipe de surveillance et du Secrétariat, le Comité procède à un examen annuel de la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida, comme prévu aux paragraphes 85 à 88 de la résolution 2368 (2017).

b) Les procédures relatives à cet examen sont fondées sur celles qui sont définies au paragraphe f) ci-dessous, mais peuvent être adaptées par le Comité selon que de besoin dans un document sur les modalités d'examen.

c) L'examen défini dans la présente section n'exclue pas la présentation de demandes de radiation à tout moment selon les modalités pertinentes énoncées à la section 7 des présentes directives.

d) Le Comité revoit chaque année les noms inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida suivants :

- i) Les personnes et entités pour lesquelles la Liste ne comporte pas les éléments d'identification nécessaires à l'application effective des mesures imposées ;
- ii) Les personnes qui seraient décédées ;
- iii) Les entités dont il a été signalé ou confirmé qu'elles ont cessé d'exister ;
- iv) Tous les autres noms qui n'ont pas été examinés depuis trois ans ou plus (l'« examen triennal »).

e) L'examen par le Comité d'une demande de radiation après la date de l'adoption de la résolution 1989 (2011), conformément aux procédures énoncées à l'annexe II de la résolution 1989 (2011), à l'annexe II de la résolution 2083 (2012), à l'annexe II de la résolution 2161 (2014), ou à l'annexe II de la résolution 2368 (2017) (reproduits en annexe aux présentes directives) équivaut à un examen de l'inscription en question conformément à l'alinéa iv) du paragraphe d) ci-dessus.

f) Le Comité procède à l'examen selon les modalités ci-après :

- i) Au 1^{er} mars de la nouvelle année d'examen³, l'Équipe de surveillance recense les noms inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida qui remplissent les conditions requises pour l'examen, ainsi que les États à l'origine de l'inscription, les États coauteurs de la demande d'inscription, les États de résidence ou de nationalité, d'établissement ou de constitution, pour autant qu'ils soient connus, ainsi que tout autre État concerné (ci-après dénommés les « États intéressés par l'examen »⁴). S'agissant des

³ Dans la mesure où l'examen de l'année précédente a déjà été achevé à cette date.

⁴ Par exemple, les États ayant été victimes d'attaques menées par des personnes ou des entités, ou dont des ressortissants, des navires, des aéronefs ou des locaux diplomatiques pourraient avoir été ciblés, tel qu'indiqué dans les entrées ou dans les résumés des motifs d'inscription sur la Liste.

entités ayant cessé d'exister, l'Équipe de surveillance fait parvenir au Comité une évaluation des renseignements pertinents. Enfin, s'agissant des personnes qui seraient décédées, elle communique au Comité une évaluation des renseignements pertinents disponibles ayant été transmis par les États Membres de manière officielle, tels que la certification du décès et, autant que possible, l'état des avoirs gelés et le lieu où ils pourraient se trouver ainsi que, s'il est connu, le nom des personnes ou entités qui seraient en mesure de recevoir des avoirs gelés ;

ii) Le Comité communique à tous les États intéressés par l'examen ces noms, ainsi que les entrées, les résumés des motifs d'inscription sur la Liste et les notices spéciales INTERPOL-Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ayant été rendues publiques (indiquant si les empreintes digitales et autres données biométriques sont disponibles par l'intermédiaire d'INTERPOL). Dans le même temps, le Président invite les membres du Comité à fournir toutes informations complémentaires concernant les personnes et entités inscrites sur la Liste ;

iii) Le Comité demande à tous les États intéressés par l'examen de lui communiquer dans un délai de trois mois toutes informations actualisées concernant les motifs de l'inscription, ainsi que tous renseignements facilitant l'identification et toutes autres informations complémentaires, accompagnés de pièces justificatives, concernant des personnes ou entités inscrites sur la Liste, notamment un état actualisé des activités des entités et des informations actualisées sur les déplacements, l'incarcération ou le décès éventuels de personnes inscrites sur la Liste et sur tous autres faits importants. Le Comité engage par ailleurs ces États à indiquer s'ils considèrent que l'inscription sur la Liste demeure justifiée ;

iv) Les réponses fournies dans le cadre de l'examen sont téléchargées sur l'espace en ligne (e-Room) du Comité au fur et à mesure qu'elles sont reçues. Dans le mois suivant la période de collecte d'informations, d'une durée de trois mois⁵, l'Équipe de surveillance compile l'ensemble des données émanant des États participant à l'examen, ainsi que toutes les données complémentaires et celles tirées de sa propre évaluation, et les communique aux membres du Comité sous la forme de dossiers correspondant à chaque entrée de la Liste qui fait l'objet d'un examen triennal, et de tableau récapitulatif pour tous les autres noms faisant l'objet d'un examen ;

v) Une fois que l'Équipe de surveillance a présenté les dossiers complets, le Président indique aux membres du Comité le moment auquel les noms seront inscrits à l'ordre du jour du Comité pour examen, de telle sorte que les membres aient le temps d'examiner tous les renseignements disponibles et d'arrêter leur position sur chaque cas ;

vi) Sur la base de toutes les informations disponibles, le Comité apprécie la pertinence des inscriptions et retire les noms dont il considère qu'ils n'ont plus lieu d'être inscrits sur la Liste ;

vii) Si l'un quelconque des États examinant des noms selon les modalités visées au sous-alinéa ii) considère qu'un nom n'a plus lieu d'être inscrit sur la Liste, il peut présenter une demande de radiation selon les modalités énoncées à la section 7 des présentes directives ;

⁵ Selon qu'il conviendra, en fonction des réponses ayant été envoyées par les États intéressés par l'examen.

viii) Sur la base de toutes les informations disponibles, le Comité envisage la possibilité d'actualiser la Liste et d'afficher sur son site Web le résumé des motifs de l'inscription, selon qu'il convient ;

ix) Si un membre du Comité, à l'occasion de l'examen, considère que l'inscription d'un nom n'est plus justifiée, il peut, en étroite consultation avec l'État ou les États à l'origine de l'inscription et l'État ou les États de résidence ou de nationalité, et compte tenu des vues qu'ils auront exprimées sur la question conformément aux dispositions du sous-alinéa ii) ci-dessus, présenter une demande de radiation de la Liste selon les modalités pertinentes énoncées à la section 7 des présentes directives ;

x) Lorsque l'État ou les États à l'origine d'une inscription présente(nt) une demande de radiation, les dispositions des paragraphes 69, 70 et 71 de la résolution 2368 (2017) s'appliquent ;

xi) Si, une fois achevé l'examen concernant une personne décédée, tous les membres du Comité sont d'avis que le nom doit être retiré de la Liste, mais qu'aucun État Membre n'en fait la proposition, le Président présente une demande de radiation à diffuser conformément à la procédure écrite du Comité ;

xii) L'équipe de surveillance confie au Président le soin d'examiner les inscriptions pour lesquelles aucun État concerné n'a répondu par écrit à la demande d'information formulée par le Comité au bout de trois ans. Le Président est habilité à soumettre des noms en vue de leur radiation de la Liste relative aux sanctions, selon qu'il conviendra et sous réserve de la procédure habituelle du Comité en matière de prise de décisions ;

xiii) Si à la fin de l'année d'examen⁶, le Comité ne prend pas de décision tendant à radier de la Liste un nom à l'examen, la pertinence de l'inscription de ce nom sur la Liste est confirmée, l'examen de ce nom est clôturé et celui-ci y reste donc inscrit ;

xiv) Sur la base de toutes les informations disponibles et dans un délai d'un mois après l'examen de chaque nom, l'Équipe de surveillance soumet au Comité, pour examen, les projets d'amendements visant à actualiser la Liste de sanctions et les résumés des motifs ayant présidé à ces inscriptions, selon qu'il conviendra ;

xv) Une fois l'examen de tous les noms achevé, le Secrétariat effectue une mise à jour technique de la Liste et des résumés des motifs d'inscription correspondants en vue de faire apparaître la date à laquelle le Comité a procédé à l'examen ;

xvi) Une fois les étapes énoncées à l'alinéa xiv) achevées, le Secrétariat publie un communiqué de presse et informe les États intéressés par l'examen. L'État ou les États de résidence ou de nationalité, d'établissement ou de constitution sont invités à prendre, conformément à leurs lois et pratiques nationales, toutes les mesures possibles pour notifier ou informer en conséquence la personne ou l'entité et, dans les cas où la pertinence de l'inscription sur la Liste est confirmée, à communiquer toutes les informations concernant les motifs actualisés de l'inscription qui sont disponibles sur le site Web du Comité, ainsi que les modalités d'examen des demandes de radiation et les dispositions relatives aux dérogations possibles.

⁶ Selon qu'il conviendra, en fonction de la date à laquelle l'examen a commencé.

11. Dérogations aux mesures de gel des avoirs

a) En application de la résolution 1452 (2002), modifiée par le paragraphe 15 de la résolution 1735 (2006), et comme indiqué aux paragraphes 81 et 82 de la résolution 2368 (2017), le Comité reçoit les communications par lesquelles les États Membres lui notifient leur intention d'autoriser, selon qu'il convient, l'accès à des fonds ou autres avoirs financiers ou ressources économiques gelés pour couvrir des dépenses de base, comme le prévoient les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution 1452 (2002) et de l'alinéa a) du paragraphe 81 de la résolution 2368 (2017). Le Comité, par l'intermédiaire du Secrétariat, accuse immédiatement réception de la notification, sauf lorsque les renseignements fournis sont insuffisants, auquel cas le Secrétariat indique qu'une décision ne peut être prise tant que lesdits renseignements ne sont pas fournis. S'il n'a pas pris de décision contraire dans le délai prescrit de trois jours ouvrables, le Comité, par l'intermédiaire de son président, en informe l'État Membre auteur de la notification. S'il prend une décision négative, le Comité en informe de la même manière l'État Membre concerné.

a bis) Les États Membres sont encouragés à utiliser le formulaire de demande de dérogation aux mesures relatives au gel des avoirs, disponible sur le site Web du Comité (https://www.un.org/sc/suborg/sites/www.un.org.sc.suborg/files/template_for_assets_freeze_exemption_request_-_f.pdf).

b) Le Comité examine et approuve dans le délai prescrit de cinq jours ouvrables, selon qu'il convient, les demandes des États Membres aux fins de dépenses extraordinaires visées à l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution 1452 (2002) et à l'alinéa b) du paragraphe 81 de la résolution 2368 (2017). Lorsqu'ils présentent au Comité des demandes formulées en application desdits alinéas, les États Membres sont encouragés à lui rendre rapidement compte de l'emploi qui a été fait des fonds débloqués, afin d'empêcher qu'ils servent au financement du terrorisme.

c) Tout individu, groupe, entreprise ou entité inscrit sur la Liste peut adresser au point focal créé par la résolution 1730 (2006) une demande de dérogation aux mesures énoncées à l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution 2368 (2017). Avant que le Comité n'examine une demande présentée par l'intermédiaire du point focal, cette demande doit être soumise à l'État de résidence. Le point focal peut, si nécessaire, faire suivre la demande aux États de résidence. Une fois qu'il a confirmé que la demande a été soumise à l'État de résidence, le point focal la transmet au Comité pour qu'il se prononce. Ce dernier examine les demandes de dérogation en consultation avec les États de résidence et tous autres États concernés. Par l'intermédiaire du point focal, il informe de sa décision les individus, groupes, entreprises ou entités concernés.

d) Les notifications présentées au titre de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution 1452 (2002) et les demandes soumises au titre de l'alinéa b) du même paragraphe 1 et des alinéas a) et b) du paragraphe 82 de la résolution 2368 (2017) doivent, selon qu'il convient, préciser :

- i) Les nom et adresse du bénéficiaire ;
- ii) Le numéro de référence permanent du bénéficiaire sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida ;
- iii) Les coordonnées bancaires du bénéficiaire (nom et adresse de la banque et numéro de compte) ;
- iv) L'objet du versement et la justification de la détermination des dépenses en vertu des dispositions des alinéas a) ou b) du paragraphe 1 de la résolution 1452 (2002) :

– En vertu des dispositions de l’alinéa a) du paragraphe 1 :

- Dépenses de base, y compris celles qui sont consacrées à des vivres, des loyers ou des remboursements de prêts hypothécaires, des médicaments et des frais médicaux, des impôts, des primes d’assurance et des services collectifs ;
- Paiement d’honoraires professionnels raisonnables et remboursement de dépenses correspondant à des services juridiques ;
- Charges ou frais correspondant à la garde ou à la gestion de fonds gelés ou d’autres actifs financiers ou ressources économiques ;

– En vertu des dispositions de l’alinéa b) du paragraphe 1 :

- Dépenses extraordinaires (autres que celles visées à l’alinéa a) du paragraphe 1) ;

- v) Le montant du versement ;
- vi) Le nombre de versements ;
- vii) La date de début du paiement ;
- viii) S’il s’agit d’un virement bancaire ou d’un prélèvement automatique ;
- ix) Le taux d’intérêt ;
- x) La désignation précise des fonds débloqués ;
- xi) Toute autre information.

d bis) Les États Membres sont encouragés à utiliser le formulaire de demande de dérogation aux mesures relatives au gel des avoirs, disponibles sur le site Web du Comité (https://www.un.org/sc/suborg/sites/www.un.org.sc.suborg/files/template_for_assets_freeze_exemption_request_-_f.pdf).

e) En application du paragraphe 2 de la résolution 1452 (2002), du paragraphe 6 de la résolution 1904 (2009), du paragraphe 7 de la résolution 2083 (2012) et du paragraphe 9 de la résolution 2368 (2017), les États peuvent permettre d’ajouter aux comptes visés par le gel des avoirs :

- i) Les intérêts ou autres sommes dues au titre de ces comptes ; ou
- ii) Les versements dus au titre de contrats, accords ou obligations antérieurs à la date où ces comptes ont été soumis au gel ; ou
- iii) Tout paiement destiné à des personnes, groupes, entreprises ou entités inscrits sur la Liste, étant entendu que les intérêts, autres gains et paiements resteront gelés.

f) En application du paragraphe 76 de la résolution 2368 (2017), tout État Membre qui veut débloquer des avoirs gelés en conséquence de l’inscription d’Oussama ben Laden sur la Liste doit au préalable présenter au Comité une demande en ce sens, en lui donnant la garantie que les avoirs en question ne seront pas transférés, directement ou indirectement, à une personne, un groupe, une entreprise ou une entité inscrit sur la Liste et qu’ils ne serviront en aucune manière à des fins terroristes, conformément à sa résolution 1373 (2001). Ces avoirs ne peuvent être dégelés qu’à la condition qu’aucun membre du Comité ne soulève d’objection dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande.

12. Drogations aux mesures d'interdiction de voyager

a) En application de l'alinéa b) du paragraphe 2 de la résolution 1390 (2002), tel que réaffirmé par les résolutions ultérieures, notamment à l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution 2368 (2017), le Conseil de sécurité a décidé que l'interdiction de voyager imposée par le régime de sanctions visant l'EIIL (Daech) et Al-Qaida ne s'applique pas lorsque le Comité détermine, uniquement au cas par cas, que l'entrée sur le territoire d'un pays ou le transit par ce territoire est justifié(e)⁷.

b) Si le Médiateur n'est pas en mesure de s'entretenir avec un requérant dans le pays où il réside, il peut demander au Comité d'accorder une dérogation à l'intéressé à seule fin de lui permettre de se rendre dans un autre État pour cet entretien. Le Médiateur peut formuler cette demande à condition que le requérant y consente, qu'elle ne soit valable que pour la durée nécessaire à l'entretien et qu'aucun État de transit et de destination ne s'y oppose.

c) Toute demande de dérogation doit être présentée par écrit au Président du Comité ou au point focal créé par la résolution 1730 (2006), au nom de la personne inscrite.

d) Les États pouvant soumettre une demande sont l'État ou les États de destination, l'État ou les États de transit, l'État de nationalité et l'État de résidence. Les États Membres sont encouragés à se concerter avec les autres États concernés, selon qu'il convient, avant de présenter une demande de dérogation. S'il n'existe pas d'autorité centrale effective dans le pays où se trouve la personne inscrite, un bureau ou un organisme des Nations Unies dans ce pays peut soumettre la demande de dérogation au nom de cette personne.

e) Les personnes, groupes, entreprises et entités inscrits sur la Liste peuvent présenter des demandes de dérogation par l'intermédiaire du point focal créé par la résolution 1730 (2006), conformément aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 82 de la résolution 2368 (2017). Le point focal transmet les demandes au Comité afin qu'il détermine, au cas par cas, si le voyage est justifié.

f) Chaque demande de dérogation doit parvenir au Président du Comité ou au point focal le plus tôt possible, et au moins 15 jours ouvrables avant la date du voyage envisagé, sauf dans les cas où des considérations d'ordre humanitaire exigent un délai plus bref. Les requérants sont invités à présenter leurs demandes de dérogation bien avant la date à laquelle ils envisagent de voyager de manière à donner au Comité suffisamment de temps pour consulter les États concernés. Le Comité examine ces demandes en consultation avec les États de transit et de destination et avec tous autres États concernés, et n'accordera de dérogation à l'interdiction de voyager qu'avec l'accord des États de transit et de destination.

g) Le Président diffuse la demande de dérogation au titre de la procédure écrite de décision pendant une période de 10 jours selon les modalités décrites au paragraphe b) de la section 4. Si la situation est rendue urgente par des considérations d'ordre humanitaire, le Président décide s'il y a lieu de raccourcir la durée de la période d'examen de la demande. Toute demande reçue après midi (heure des États de la côte est des États-Unis) sera diffusée le jour ouvrable suivant.

h) Chaque demande de dérogation doit inclure les informations suivantes :

⁷ Le Conseil de sécurité a également décidé que l'interdiction de voyager ne peut contraindre un État à refuser l'entrée sur son territoire ou à exiger le départ de son territoire de ses propres ressortissants, et ne s'applique pas lorsque l'entrée ou le transit est nécessaire à l'aboutissement d'une procédure judiciaire.

- i) Le numéro de référence permanent, le nom complet, la nationalité et le numéro du passeport ou du document de voyage de la personne inscrite sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida ;
- ii) L'objet du voyage et sa justification, avec copie des pièces pertinentes, détaillant notamment les informations concernant réunions ou rendez-vous ;
- iii) La date et l'heure du départ et du retour ;
- iv) L'itinéraire complet du voyage, y compris les points de départ et de retour et tous les points de transit ;
- v) Des informations détaillées sur les moyens de transport utilisés, y compris, le cas échéant, le numéro de dossier, les numéros de vol et le nom des navires ;
- vi) Toutes les utilisations prévues des fonds ou autres avoirs financiers ou ressources économiques liés au voyage. Ces fonds ne peuvent être procurés que conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution 1452 (2002), tel que modifié par le paragraphe 15 de la résolution 1735 (2006). La procédure à suivre pour présenter une demande au titre de la résolution 1452 (2002) est énoncée à la section 11 des présentes directives.

i) Une fois que le Comité a approuvé une demande de dérogation à l'interdiction de voyager, le Président communique par écrit la décision, l'itinéraire et les dates approuvés à la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies de l'État dont la personne inscrite est résidente ou de l'État où elle est présumée se trouver, de son État de nationalité présumé, de l'État ou des États où elle se rendra, de tout État de transit, ainsi que tout bureau ou tout organisme des Nations Unies concerné aux termes du paragraphe e) ci-dessus.

j) L'État dans lequel la personne inscrite a déclaré qu'elle résiderait à l'issue du voyage faisant l'objet de la dérogation (ou le bureau ou l'agence des Nations Unies visé au paragraphe e) ci-dessus) doit confirmer par écrit au Président du Comité, dans un délai de cinq jours ouvrables suivant la date à laquelle expire la dérogation, que le voyage a été effectué par cette personne.

k) Nonobstant toute dérogation à l'interdiction de voyager, les personnes inscrites sur la Liste restent soumises aux autres mesures énoncées au paragraphe 1 de la résolution 2368 (2017).

l) Toute modification des informations fournies conformément au paragraphe i) ci-dessus, concernant notamment les points de transit, doit être examinée par le Comité et signalée à son président au moins trois jours ouvrables avant la date du commencement du voyage.

m) Toute demande de prorogation d'une dérogation est régie par les modalités énoncées ci-dessus et doit être soumise par écrit au Président du Comité, accompagnée de l'itinéraire modifié, au moins cinq jours ouvrables avant la date d'expiration de la dérogation approuvée.

n) L'État auteur de la demande, ou le requérant par l'intermédiaire du point focal (ou le bureau ou l'organisme des Nations Unies visé au paragraphe e) ci-dessus) informe le Président du Comité, immédiatement et par écrit, de toute modification de la date de départ pour tout voyage ayant déjà fait l'objet d'une dérogation. Une notification écrite suffit lorsque le début du voyage est avancé ou reporté de 48 heures au plus et que l'itinéraire annoncé reste inchangé. Si le début du voyage est avancé ou reporté de plus de 48 heures ou si l'itinéraire est modifié, une nouvelle demande de dérogation doit être soumise selon les modalités énoncées aux paragraphes e), f) et g) ci-dessus.

o) En cas d'évacuation d'urgence vers l'État approprié le plus proche, notamment pour des raisons médicales ou humanitaires ou en cas de force majeure, le Comité détermine si le voyage est justifié aux sens des dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution [2368 \(2017\)](#), dans les 24 heures suivant la communication du nom de la personne inscrite qui doit effectuer le voyage, du motif du voyage, de la date et de l'heure de l'évacuation, ainsi que des précisions concernant le transport, notamment les points de transit et la destination. L'autorité dont émane la demande doit également fournir dans les meilleurs délais une note établie par un médecin ou un autre responsable national compétent, donnant autant de détails que possible sur la nature de l'urgence et le lieu où le traitement ou toute autre assistance nécessaire a été reçu(e) par la personne concernée, sans préjudice du respect du secret médical, ainsi que des informations concernant la date et l'heure du retour de cette personne dans son pays de résidence ou de nationalité, et le moyen de transport utilisé, et des détails complets sur toutes les dépenses liées à l'évacuation d'urgence.

p) Sauf décision contraire du Comité, toute demande de dérogation et de prorogation d'une dérogation qui a été approuvée selon la procédure ci-dessus est affichée sur le site Web du Comité, à la rubrique « Dérogations », jusqu'à son expiration.

13. Communications émanant de personnes non inscrites sur la Liste

a) Le point focal peut recevoir et transmettre au Comité pour examen les communications écrites adressées par :

- i) Les personnes qui ont été radiées de la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida ;
- ii) Les personnes qui estiment avoir été soumises aux mesures visées au paragraphe 1 de la résolution [2368 \(2017\)](#) alors qu'il y avait erreur ou confusion sur la personne ou qu'elles ont été prises pour des personnes dont le nom est inscrit sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida.

b) Le Comité examine ces communications et répond par l'intermédiaire du point focal aux communications visées à l'alinéa ii) du paragraphe a) de la présente section, selon qu'il conviendra, dans un délai de 60 jours, et, en consultation avec INTERPOL, communique s'il y a lieu avec les États Membres pour se pencher sur les cas éventuels ou avérés d'erreur ou de confusion sur la personne, si elles ont été prises pour des personnes dont le nom est inscrit sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida.

14. Rapports présentés par les États Membres et autres informations fournies au Comité

a) Le Comité examine les rapports et les listes de contrôle présentés par les États Membres en application des résolutions pertinentes et toutes autres informations, notamment à l'aide des outils disponibles sur son site Web. Il peut demander toute information complémentaire qu'il estime nécessaire.

b) Le Comité examine les autres informations intéressant ses travaux, notamment celles qui concernent le non-respect éventuel des mesures imposées par les résolutions pertinentes qu'il reçoit de différentes sources par l'intermédiaire d'États Membres, d'organisations internationales ou régionales ou de l'Équipe de

surveillance, comme indiqué au paragraphe 97 et au paragraphe h) de l'annexe I de la résolution [2368 \(2017\)](#).

c) L'information reçue par le Comité reste confidentielle si la source le demande ou si le Comité en décide ainsi.

d) En vue d'aider les États dans les efforts qu'ils déploient pour appliquer les mesures énoncées au paragraphe 1 de la résolution [2368 \(2017\)](#), le Comité peut décider de transmettre aux États concernés les informations qu'il reçoit concernant d'éventuels cas de non-respect, et leur demander de lui indiquer par la suite toutes les mesures de suivi qui auront été prises.

e) Le Comité donne aux États Membres et aux organisations internationales concernées la possibilité de charger des représentants d'examiner avec lui de manière plus approfondie les questions pertinentes, ou de présenter à titre volontaire les dispositions qu'ils ont prises pour appliquer les mesures, notamment les difficultés particulières qui en entravent la pleine mise en œuvre. En vue de favoriser le dialogue entre le Comité et les États Membres intéressés, en particulier ceux de la région, le Comité peut, selon qu'il conviendra, inviter leurs représentants à le rencontrer afin d'examiner la question de l'application des mesures conformément à la procédure du Comité en matière de prise de décisions.

f) Le Président convoque, au cas par cas et selon qu'il conviendra, une réunion spéciale visant à examiner la manière de pallier les lacunes dans l'application des sanctions.

15. Rapports au Conseil de sécurité

a) Par l'intermédiaire de son président, le Comité peut faire rapport au Conseil de sécurité lorsqu'il le juge opportun.

b) En application du paragraphe 46 de la résolution [2368 \(2017\)](#), le Comité rend compte oralement au Conseil de sécurité au moins une fois par an, par l'intermédiaire de son président, de l'ensemble de ses activités et de celles de l'Équipe de surveillance et, le cas échéant, en même temps que les autres présidents de comité, et tient des réunions d'information à l'intention de tous les États Membres intéressés.

c) Dans ses rapports périodiques à l'intention du Conseil de sécurité, le Président du Comité rend également compte des progrès accomplis dans le travail de ce dernier quant au recensement des cas éventuels de non-respect des mesures visées au paragraphe 1 de la résolution [2368 \(2017\)](#). Conformément aux résolutions pertinentes, le Comité présente également au Conseil des rapports écrits.

16. Information

a) Pour améliorer le dialogue avec les États Membres et faire connaître les travaux du Comité, le Président de ce dernier organise régulièrement des séances d'information à l'intention de tous les États Membres intéressés, qu'il tient en outre informés, ainsi que la presse, à l'issue des réunions officielles du Comité, à moins que celui-ci n'en décide autrement. En outre, le Président peut, après avoir consulté le Comité et obtenu son approbation, tenir des conférences de presse et publier des communiqués de presse sur tout aspect des travaux du Comité.

b) Le Président transmet au Comité, pour information et observations, les déclarations qu'il compte faire lors des séances d'information officielles destinées à tous les États Membres intéressés, et accueille avec intérêt les propositions de points complémentaires que les membres du Comité lui soumettent pour examen.

c) Le Secrétariat tient à jour pour le Comité un site Web où figurent tous les documents publics relatifs aux travaux de celui-ci, y compris la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida, les résolutions pertinentes, les rapports publics du Comité, les communiqués de presse pertinents et les rapports du Groupe de suivi. Les informations figurant sur le site Web doivent être actualisées sans délai.

d) Le Comité peut envisager, selon qu'il convient, des visites de son Président ou de ses membres dans certains pays afin de renforcer la mise en œuvre pleine et efficace des mesures susvisées et d'encourager les États à se conformer pleinement aux dispositions des résolutions pertinentes :

i) Le Comité examine et approuve les propositions de visite dans tel ou tel pays et, le cas échéant, coordonne ces visites avec le Comité créé par la résolution 1988 (2011) et d'autres organes subsidiaires du Conseil de sécurité ;

ii) Le Président prend contact avec le pays concerné par l'intermédiaire de sa mission permanente à New York, et lui adresse à cet égard un courrier pour exposer l'objet de la visite et obtenir son consentement préalable ;

iii) Le Secrétariat et l'Équipe de surveillance apportent au Comité et à son président toute l'assistance nécessaire à cet égard ;

iv) À son retour, le Président consigne ses conclusions dans un rapport d'ensemble et rend compte au Comité oralement et par écrit.

e) Le Comité examine et approuve le plan de voyage semestriel de l'Équipe de surveillance. Tout nouveau plan de voyage établi en sus des voyages déjà approuvés de l'Équipe de surveillance doit, le cas échéant, être régulièrement porté à la connaissance des membres du Comité. À moins qu'un membre du Comité ne s'oppose expressément à une proposition de voyage, le Président considère que les membres du Comité n'ont aucune objection aux voyages proposés et avise l'Équipe de surveillance qu'elle peut agir en conséquence.

* * *